

## **ARRÊTÉ**

Le Maire de la Commune de MAZAMET ;

VU l'art. L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints ainsi qu'à des membres du conseil municipal ;

VU le procès-verbal d'installation du Maire et des Adjoints, dressé le 25 Mai 2020 ;

Considérant que les Adjoints sont tous titulaires d'une délégation et que, pour le bon fonctionnement de la Collectivité, il convient d'attribuer une délégation de fonction à un Conseiller Municipal ;

### **ARRETE**

Art. 1° - A compter du 27 Mai 2025 et jusqu'à l'installation du nouveau Conseil Municipal, suite aux élections municipales de Mars 2026, Mme Christine ROQUES, Conseillère Municipale, est déléguée, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour exercer les fonctions de Conseillère Municipale déléguée dans les domaines ci-après :

#### **ENJEUX COMMERCIAUX**

#### **EQUIPEMENTS MUNICIPAUX MIS A DISPOSITION DES ASSOCIATIONS**

- Enjeux commerciaux – Développement de l'offre commerciale
- Le contrôle et la gestion des équipements communaux mis à disposition des associations pour des manifestations (Palais des Congrès - Maisons des Associations – Halle couverte) *exercé conjointement*.

Art. 2° - Mme Christine ROQUES est habilitée à signer, sous ma surveillance et ma responsabilité :

\* les pièces concernant les domaines susvisés ;

Art. 3° - La présente délégation ne fait pas obstacle au pouvoir de substitution du Maire et peut être retirée à tout moment.

Art. 4° - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine ROQUES, délégation de signature est donnée à M. Wilfried PENELA pour signer l'ensemble des pièces concernant les domaines visés à l'article 1 du présent arrêté ;

Art. 5° - Au titre de la présente délégation, Mme Christine ROQUES percevra une indemnité de fonction fixée par délibération du Conseil Municipal.

MAZAMET, le 23 MAI 2025

Le Maire,

  
Olivier FABRE.-



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication.*